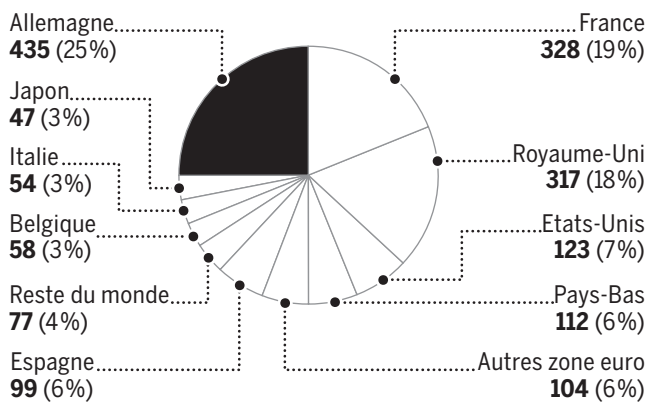
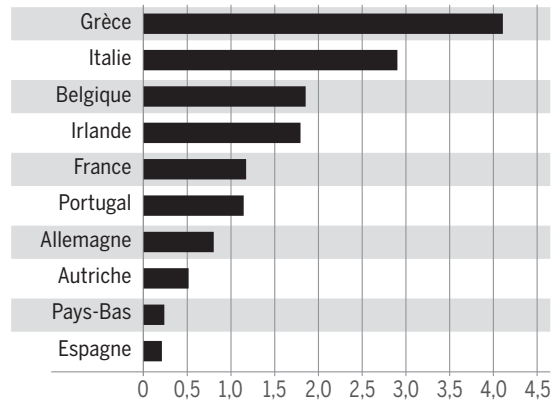


► CRÉANCES TOTALES SUR LA GRÈCE, L'IRLANDE, LE PORTUGAL ET L'ESPAGNE, en milliards de dollars (en %)



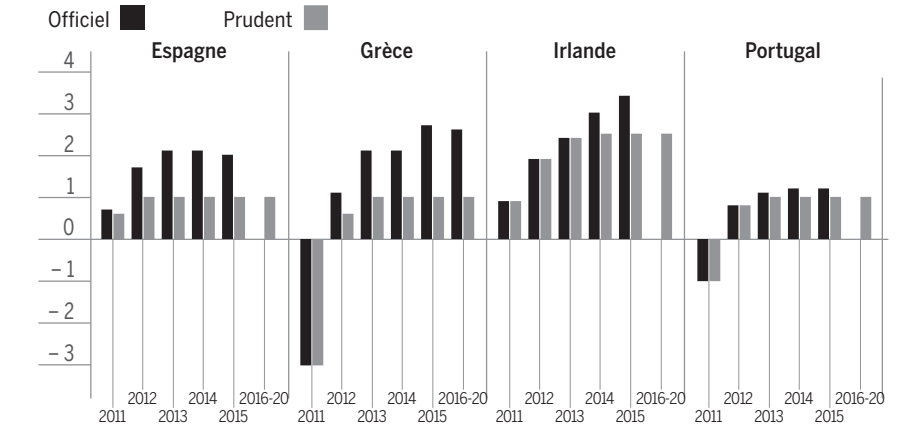
SOURCE : ING

► RÉDUCTION DE DETTE ANNUELLE EXIGÉE PAR LE PACTE POUR L'EURO, en % du PIB



SOURCE : NOMURA GLOBAL ECONOMICS

► PRÉVISIONS DE CROISSANCE, en %



SOURCE : ING

►►► « On ne peut résoudre le problème du déficit budgétaire sans résoudre celui du déficit commercial. Dans des pays agricoles et désindustrialisés comme la Grèce et le Portugal, résorber le déficit budgétaire sans redresser les échanges commerciaux, c'est mission impossible, explique M. Brunet. A la naissance de la zone euro, il était anticipé que le Portugal devienne l'usine de l'Europe. Il n'en a rien été. C'est la Chine qui, de façon déloyale, l'est devenue, au détriment du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie mais également du Maghreb... », ajoute-t-il.

« Qu'attend la BCE pour intervenir ? Si elle avait bloqué le cours de

l'euro à 1,20 dollar, auquel il était revenu au printemps 2009, cela aurait beaucoup aidé les pays d'Europe du Sud. La BCE est maintenant la seule banque centrale à ne jamais empêcher ou limiter l'appréciation de sa monnaie. Les investisseurs le savent et ils arbitrent trop souvent les monnaies faibles en les vendant contre l'euro... L'attitude même de la BCE contribue à un euro de plus en plus fort », s'insurge M. Brunet.

En l'absence de dépréciation de l'euro, ajoute M. Giraud, « une possibilité alternative serait de permettre à la Grèce et à d'autres pays fragiles d'émettre une devise interne, non convertible, ce qui leur permet-

trait de procéder à une dévaluation intérieure ». Mais cette solution d'un « euro interne faible » – prônée aussi par Dimitrios Tsomocos, professeur à l'université d'Oxford – serait plus compliquée à mettre en œuvre.

Pour éviter le marasme économique et social et la montée des extrémismes, un virage politique européen devrait être étudié. « La vraie sortie de crise pour la zone euro serait de combiner un protectionnisme douanier européen à des interventions de change de la BCE. De la sorte, le commerce extérieur se redresserait, ce qui doperait l'activité et permettrait enfin

aux efforts budgétaires de se traduire effectivement par un redressement des finances publiques », estime M. Brunet.

Une telle politique devrait tolérer davantage d'inflation, qui allège le coût de la dette, tout en veillant à préserver le pouvoir d'achat salarial. Des mesures protectionnistes, comme cela est envisagé outre-Atlantique, cibleraient les pays accumulant de forts excédents par le dumping monétaire – telle la Chine. La zone euro, plutôt que de punir ses « mauvais élèves », ferait bien de remettre ses dogmes en question. ■

Adrien de Tricornot

« Augmenter les salaires de 8 % à 10 % pour rattraper les gains de productivité »

Thomas Coutrot, coauteur du « Manifeste d'économistes atterrés »

Le pacte pour l'euro validé par le conseil des chefs d'Etat européens les 24 et 25 mars invite, au nom de la compétitivité, tous les Etats membres à associer l'évolution des salaires et productivité. Quelles conséquences peut-on en attendre ?

Le paradoxe de cette clause du pacte pour l'euro est que, depuis une vingtaine d'années, les salaires ont évolué moins vite que la productivité. Dans l'Union européenne (UE), selon les chiffres d'Eurostat, le produit intérieur brut (PIB) par tête a augmenté de 25 % en termes réels entre 1991 et aujourd'hui, alors que les salaires n'ont augmenté que de 12 %. Si la croissance durant cette vingtaine d'années a été non négligeable, c'est en grande partie parce que la faiblesse des salaires a été compensée par l'endettement des ménages, dans de nombreux pays – Etats-Unis, Espagne, Royaume-Uni, Irlande et même en France. Mais ce phénomène de gonflement de la dette privée par substitution au pouvoir d'achat des salaires n'est pas soutenable à long terme. La crise de 2008 a ainsi mis en évidence le problème de la baisse de la part des salaires dans la richesse produite.

Aujourd'hui, il faudrait au moins que les salaires recommencent à progresser aussi vite que la productivité, voire qu'il y ait un rattrapage. Si on voulait ajuster l'évolution des salaires à celle de la productivité depuis 1991, il faudrait augmenter les salaires de 8 % à 10 %. C'est pour éviter qu'un certain nombre de pays s'engagent dans cette voie que la Commission européenne veut verrouiller le partage actuel de la valeur ajoutée.

Le cadrage européen des coûts salariaux peut-il avoir un impact sur la compétitivité ?

Le différentiel de compétitivité est essentiellement intra-européen, car l'UE représente la part la plus importante du commerce extérieur de chaque Etat membre. C'est donc la déflation salariale appliquée en Allemagne depuis une dizaine d'années qui a créé en Europe des déséquilibres insoutenables, avec des excédents commerciaux considérables, qui ont pour contrepartie les déficits des autres pays européens. Si tous les pays avaient fait comme l'Allemagne, non seulement l'Allemagne n'aurait pas d'excédents, mais l'UE serait dans une dépression chronique ! Le pacte pour l'euro trace la voie d'une dépression économique en Europe.

Renforcer la compétitivité protège-t-il des crises à venir ?

Telle que la compétitivité est conçue par le pacte, ce ne sera pas le cas. Cela fait vingt ans qu'on affirme qu'il faut baisser les coûts du travail pour augmenter la part des investissements. Les coûts du travail ont baissé, mais, comme la demande finale est restée faible,



ce sont les dividendes qui ont explosé. Continuer sur la même trajectoire revient à gonfler les dividendes et donc la sphère financière. C'est-à-dire préparer à coup sûr une nouvelle crise plus grave que les précédentes.

Que proposent les « économistes atterrés » ?

Nous pensons que la question de la restructuration des dettes publiques va pouvoir être généralisée à toute l'UE. La France paie 50 milliards d'euros d'intérêts de dette par an. Cette charge va devenir insoutenable, puisque les taux d'intérêt, relativement faibles, vont augmenter. L'idée des politiques d'austérité, quasi gravée dans le marbre par le pacte pour l'euro, est de faire payer aux populations le coût de la crise et le service des dettes publiques. Une autre solution va devenir nécessaire.

La situation actuelle est le résultat d'une stratégie d'acteurs qu'il faut identifier pour savoir sur qui faire porter le coût. Il faut aussi sortir les Etats de la dépendance des marchés financiers. Une réforme fiscale doit rétablir les capacités de financement des Etats. Enfin, il faut que la Banque centrale européenne puisse faire des avances aux Etats pour financer les investissements d'avenir.

La compétitivité est une vision défensive et archaïque du fonctionnement de nos économies. Ce dont nous avons besoin, c'est d'investissements historiquement massifs, de l'ordre de 20 % à 25 % du PIB, dans les énergies renouvelables, la recherche et développement... Nous avons besoin de mettre sur pied une « économie de guerre » pour assurer la transition écologique. ■

Propos recueillis par Anne Rodier

Parcours

2010 Thomas Coutrot publie *Jalons vers un monde possible*, aux éditions Le Bord de l'eau, et corédige le « Manifeste d'économistes atterrés ».

2009 Membre depuis dix ans du conseil scientifique d'Attac France, il devient coprésident de l'association avec Aurélie Trouvé.

1990 Economiste et statisticien diplômé de l'Ensaie, il entre au ministère du travail, où il anime aujourd'hui enquêtes et recherches sur les questions du travail.

Après deux ans de crise, les Grecs supportent de moins en moins les effets de l'austérité



Manifestation de travailleurs des secteurs public et privé contre l'austérité, à Athènes, le 22 mars. YANNIS KONTOS/POLARIS POUR « LE MONDE »

Athènes
Correspondance

Combien de temps vont-ils tenir ? Depuis près de deux ans, la Grèce est en crise, une crise dure, qui a contraint le pays à emprunter 110 milliards d'euros au Fonds monétaire international (FMI) et à l'Union européenne (UE) pour éviter la faillite. En contrepartie, le gouvernement socialiste de Georges Papandréou doit mener une politique de rigueur sans équivalent pour réduire les dépenses de l'Etat. Le déficit a été ramené à 9,4 % du produit intérieur brut (contre 15,4 % en 2009).

Mais le poids de l'endettement continue de s'alourdir. 2011 sera la troisième année consécutive de récession. Les salaires baissent, les impôts augmentent, le chômage grimpe (14,8 % en décembre 2010), la consommation s'effondre, les crédits bancaires sont coupés.

Lors d'une récente manifestation, le slogan en tête du cortège syndical était : « Le pacte de compétitivité et le mémorandum nous appauvrissent » – le mémorandum est le document signé par le gouvernement, le FMI et l'UE

pour mettre en place le plan de rigueur. Cette inquiétude ne se ressent pas que chez les manifestants : « Nos clients sont de plus en plus pessimistes, les magasins ferment les uns après les autres. Le marché rétrécit. Sans croissance, nous ne pouvons pas nous en sortir », explique Michaël Karaconstantinoglou, patron d'une entreprise familiale de textile. De nom-

« Il y a même des couples qui retardent leur divorce, car leurs moyens ont baissé »

Marina Galanopoulou
avocate

breuses boutiques affichent le panneau « enoikiazetai » (à louer). Selon M. Karaconstantinoglou, le gouvernement va dans la mauvaise direction : « Il essaie de trouver de l'argent en augmentant les impôts. Mais s'il y a moins de croissance, il y aura moins d'impôts. Ce n'est pas la solution. Il faudrait baisser les impôts pour stimuler la croissance, et être sûr que tout le monde les paie. Aujourd'hui, l'argent ne cir-

cule plus. Les gouvernements européens veulent à tout prix sauver le système bancaire. Ils donnent de l'argent aux banques, mais elles ne le prêtent pas aux entreprises. » Les banques grecques alignent des résultats en chute libre, notamment parce que certains clients ne peuvent rembourser les crédits.

« De nombreux locataires ne paient plus leurs loyers ni leurs charges. Les enfants restent plus longtemps au domicile de leurs parents, note l'avocat Stratos Paradias, par ailleurs président de la Fédération des propriétaires grecs. Il y a même des couples qui retardent leur divorce, car leurs moyens ont baissé. » « Nous avons beaucoup de clients dans ce cas », confirme M^{me} Marina Galanopoulou. « Nous avons plus de travail et de clients, mais nos revenus baissent, ajoute l'avocate. Les gens viennent parce qu'ils sont en conflit avec leur banque qui veut saisir leurs biens, avec leur employeur ou ex-employeur. Ils ont des problèmes financiers. Nous nous mettons d'accord sur des honoraires en baisse, mais au moment du paiement, nous n'en recevons qu'une partie, et ils demandent à

payer le reste plus tard. »

Le gouvernement campe sur ses positions. « Nous sommes au milieu du tunnel, explique au Monde Georges Papandréou, le premier ministre. Quand vous êtes coincé dans un tunnel, vous n'en voyez pas l'issue. Si nous arrêtons tout de suite, nous resterons au milieu de ce tunnel, c'est-à-dire nul le part. Nous devons continuer et nous verrons bientôt des signes plus optimistes. »

« Le plan d'austérité ne peut pas donner de résultats à court terme, mais il n'y a pas d'autre solution, confirme Aggelos Tsakanikas, responsable des études à la Fondation pour la recherche économique et industrielle, un think tank économique d'Athènes. Il faut diminuer l'énorme déficit public. Le plan de privatisation, l'ouverture des professions (avocat, notaire, pharmacien, ingénieur civil) vont permettre de développer la concurrence, d'apporter de la croissance... à condition que ces réformes soient correctement menées. » Les représentants de la troïka – FMI, UE, Banque centrale européenne – reviennent en avril pour s'en assurer. ■

Alain Salles